

Intelligence et société, vers une socio-économie de l'intelligence

Jacques Morin (47)

De plus en plus nombreux sont les économistes, sociologues, financiers, chefs d'entreprise..., à penser que notre système économique et social, notamment celui sur lequel se construit l'Europe, a atteint certaines limites et qu'un débat doit être ouvert à ce propos avec les responsables politiques, économiques et sociaux. Les quelques idées rassemblées ci-après visent à cela. Elles nécessitent à coup sûr critiques, approfondissements, reformulations pour être convaincantes et servir à l'expression d'un nouveau projet politique, économique, social, humaniste mieux adapté à la nature de la société qui devient la nôtre.

L'humanisme moderne ne saurait reposer sur la seule défense des "droits de l'homme". La défense des plus faibles, des plus démunis, des plus malchanceux, l'égalité des chances pour tous ne sauraient à elles seules constituer une "politique sociale". Pas plus que le traitement social du chômage ne saurait tenir lieu de politique de l'emploi.

Il y faut aussi, nous en sommes convaincus, ajouter l'ardente obligation d'assurer la *pleine utilisation et la meilleure valorisation possible de ces ressources rares que sont les connaissances, les savoir-faire, les capacités à apprendre, à imaginer, à entreprendre* dont chacun est porteur à un degré ou à un autre ; ou pourrait l'être pour peu qu'on lui donne la possibilité de les développer et qu'on lui laisse la plus grande liberté et les meilleures chances d'en tirer le parti le plus judicieux, pour lui-même mais aussi pour la collectivité.

Le "social" inspiré par le souci permanent de reconnaître les intelligences individuelles et animé de la volonté d'en assurer le plein épanouissement n'est pas moins essentiel que le "social" qui se réclame des vertus de générosité et de justice, d'égalité et de solidarité. À la réflexion, s'adressant, deux cents ans après la Révolution française, à des hommes mieux formés,

mieux informés, plus libres, ce "social" des intelligences ne serait-il pas une expression moderne des dites vertus ?

Car, au nom de ce qui fait la spécificité de l'homme, pourquoi le gaspillage de l'intelligence des uns et de ses potentialités serait-il plus supportable que l'égoïsme qui laisserait sur le bord de la route les exclus des richesses que les premiers ont vocation à créer ? Vertu et efficacité seraient-elles, politiquement, incompatibles entre elles ?

À la "société de production", née avec l'aventure industrielle, succède, peu à peu, une "société de création". À l'économie du quantitatif dominée par la logique mécano-rationaliste du XIX^e siècle se substitue une économie du qualitatif *plus immatérielle*.

Soutenue par une logique plus subtile, et plus complexe, cette dernière se caractérise par une plus grande flexibilité dans les modes d'organisation des activités économiques, une multiplication des espaces de liberté, d'initiative et d'imagination, offerts à chacun au sein de réseaux multiples ; ceux-ci tendent à remplacer les systèmes traditionnels de relations formelles, notamment hiérarchiques pour ce qui concerne les entreprises.

Occupant chaque jour mieux ces espaces, les intelligences individuelles et collectives se lient ainsi les unes

aux autres, en une infinie variété d'interconnexions sans cesse renouvelées. On les voit, en quelque sorte, dessiner une nouvelle trame sociale.

Génératrice de richesses matérielles, sociales et culturelles, mais aussi de connaissances nouvelles dont elle nourrit son propre développement, cette "trame", par son existence et son fonctionnement mêmes, apporte une réponse de notre temps à des besoins mal formulés (information et communication, reconnaissance de ses capacités, utilité sociale et économique), que chacun aspire à satisfaire au mieux avant même, peut-être, ses revendications plus matérielles derrière lesquelles, plus ou moins consciemment, se cachent ces besoins d'une autre nature.

Un nouveau concept de valeur émerge; plus global, il justifie de nouveaux modes d'appréciation de l'efficacité d'un système où le "social" n'est plus nécessairement en relations conflictuelles avec "l'économique" comme il était naturel qu'il le fût dans les premières phases du développement de la société industrielle.

Le temps est dépassé où chacun, le "social" et "l'économique", pensait légitime de faire valoir sa primauté sur l'autre; les deux se rejoignent désormais en une relation intime fondée sur la valorisation, économique et sociale par nature, des intelligences individuelles organisées en intelligences collectives, créatrices de valeurs plus globales et plus durables.

Ces besoins individuels, évoqués plus haut, dont la satisfaction est habituellement revendiquée au nom des seuls "droits de l'homme" et de sa dignité, ou par référence à des exigences d'ordre psychosociologique, peuvent donc être, aussi, et de mieux en mieux, satisfaits au nom d'une autre vertu: "l'efficacité globale". En particulier, le vrai ou le faux débat sur la nature véritable, économique ou sociale, des fins de l'entreprise devient ainsi sans objet dès lors que, quelle que soit sa vocation, elle ne pourra désormais l'exercer qu'en cherchant à tirer le meilleur parti, économique et social, des intelligences dont elle dispose et des connaissances auxquelles elle peut accéder.

Ce "social" là ne serait-il pas l'alpha et l'oméga de l'économie moderne?

Encore faut-il que, à tous les plans, notamment politique, de l'UE, des États, des collectivités nationales et régionales, les entreprises et tout le système concurrentiel réservent à cette gestion des intelligences la place éminente qui lui revient.

S'agissant des entreprises, il faut souligner au passage le rôle, en la matière, des plus grandes d'entre elles en raison de la variété des compétences dont elles disposent et auxquelles elles peuvent accéder. Plus que les petites, dont on dit, trop souvent, qu'elles seront seules créatrices d'emplois, leur petite taille leur conférant, ce qui est vrai, une plus grande capacité d'adaptation et de changement innovant, elles ont des potentialités considérables de recombinaisons innovatrices des connaissances, et par conséquent une responsabilité centrale à assumer, dont elles ne peuvent s'exonérer, dans la mise en œuvre d'une politique générale de valorisation des intelligences.

Alors, dans cette perspective, que pèse le débat classique, auquel nous faisons allusion, sur la question de savoir si la finalité de l'entreprise est, ou non, plus économique que social?



Utopies que tout ceci? Peut-être. Et pourtant...

Une lecture attentive d'un document aussi officiel et aussi largement diffusé à travers l'Europe que le *Livre vert sur l'Innovation* (1996) de la Commission européenne révèle par quelques phrases significatives l'émergence d'une réelle sensibilité sur ces questions:

- "l'Europe doit miser sur l'intelligence" (p. 11 du texte français);
- (il faut) "que soient mobilisées toutes les compétences nécessaires (car) les ressources humaines sont le facteur essentiel" (du développement) (p. 2, col. 1);
- "l'Union européenne doit mettre son capital scientifique et technologique au service de la compétitivité" (p. 2, col. 2).

Mais, pour déceler ces affirmations, il faut jeter, sur ce document,

un regard vraiment attentif. Car, en fait, les programmes d'action qu'il propose restent très classiques et sont loin d'être à la hauteur des exigences qu'une véritable mobilisation des intelligences européennes impliquerait. Comme si ses rédacteurs craignaient de s'avancer un peu trop dans une voie qu'il ne leur appartenait pas d'ouvrir plus largement, peut-être aussi faute de savoir en tirer les conséquences.

Pouvait-il, d'ailleurs, en être autrement tant il est vrai que ces quelques phrases dépassent largement le cadre, nécessairement limité, d'une politique, communautaire ou nationale, de "recherche et de développement technologique". La page 29, col. 2, le reconnaît d'ailleurs implicitement: "la valorisation du savoir acquis par un individu... ne fait pas encore aujourd'hui l'objet d'une réelle reconnaissance".

De fait, une telle reconnaissance, et ce qui en découle, devrait être un des éléments, non pas seulement d'une politique de recherche et développement technologique mais aussi d'une politique "sociale" dynamique, un des fondements d'une véritable "Europe sociale" sur laquelle tous pourraient et devraient s'accorder.

On doit regretter qu'aucun homme politique ne s'avance dans cette voie de "l'Euro-intelligence", et que tous ceux qui admettent que le volet social de l'Europe est encore bien vide laissent le débat s'enliser dans un conflit dépassé entre ceux qui ne veulent parler que "d'Euro-monnaie" et ceux qui réclament qu'on lui associe une bonne dose "d'Euro-social", mais d'un social encore à la sauce du XIX^e siècle.



Certes, ce débat "économique et social", qui de nos jours manque tant de souffle faute, notamment, d'y intégrer la reconnaissance et la valorisation des intelligences, a été pendant de très nombreuses années au centre du débat politique, en fait depuis les débuts de l'aventure industrielle. Car cette aventure a été engagée au XIX^e siècle par des détenteurs de capitaux. Clairvoyants et déterminés,

ayant compris le parti, certes risqué, qu'ils pouvaient tirer de l'exploitation des nouvelles connaissances scientifiques et techniques, ils ont, dès l'origine, marqué de leurs préoccupations "capitalistes" la conduite du développement industriel; ce qui explique la place prééminente qu'y occupe la logique de bonne gestion des capitaux, les ressources rares de l'époque.

Il était alors normal, et sain, que dans un système dont une autre ressource essentielle était la force et le temps de travail de l'homme, un contre-poids ait été créé, qui se réfère, lui, aux exigences des "droits de l'homme" et de sa dignité.

Aujourd'hui, une nouvelle page doit être ouverte : parce que l'immatérialité de l'économie s'accroît, que l'innovation est devenue le facteur stratégique déterminant du développement économique et social, *les ressources rares de ce développement sont moins les ressources financières que celles indispensables au processus innovatif, à savoir les compétences et facultés créatrices organisées en intelligence collective.*

Un changement s'impose, de nature économique, politique, culturelle, philosophique peut-être. Les raisonnements d'hier prennent peu à peu valeur de mythes qu'il faut avoir le courage de considérer comme tels, avec lucidité, pour éviter d'en rester les prisonniers : la bonne logique de gestion des nouvelles ressources rares, le souci permanent de toutes collectivités d'en tirer le meilleur parti, doit prendre, dans nos organisations, une place au moins égale à celle de la bonne logique de gestion des ressources financières qui ne peut plus prétendre à une prééminence aujourd'hui dépassée.

La logique financière, par nature focalisée sur le court terme, parfois le moyen terme, trop rarement sur le long terme, ne doit plus s'imposer au détriment d'une "logique de valorisation, à moyen et long terme, des intelligences individuelles et collectives".

Gaspiller la matière grise au profit de rendements financiers immédiats, c'est scier la branche de notre prospérité future, ou plutôt celle de nos petits-enfants.

Nous devons apprendre, par exemple, à considérer que les *gains de productivité*, quand ils ne peuvent trouver de contrepartie en raison de l'état du marché, ne génèrent pas seulement des sureffectifs qu'il faut éliminer, mais *libèrent en même temps des potentialités nouvelles qu'il faut s'attacher à remobiliser*. Sachons faire la balance entre le concept classique de productivité rapportée à une notion économique de moins en moins pertinente, le temps de travail, et le concept moderne, plus adapté aux réalités du XXI^e siècle, de "**productivité de la connaissance**".

D'ailleurs, en accordant une telle prééminence à une fonction financière qui s'éloigne de plus en plus souvent de sa finalité première, soutenir la création de valeur, et qui, selon certains, trouve en elle-même sa propre justification, notre système n'a-t-il pas atteint ses limites? Que doit-on penser d'une bourse des valeurs qui se réjouit lorsque le chômage a tendance à croître, qui voit l'action Électrolux progresser de 27% dans les deux jours qui suivent l'annonce de la suppression de 12 000 emplois!

Cette idée que la bonne gestion des intelligences pourrait être un vecteur du développement aussi important, sinon plus, que la bonne gestion des capitaux commence à émerger, comme le montre, là encore, une lecture attentive du Livre vert déjà cité. Évocation encore timide car elle ne se traduit par aucune proposition concrète, ne serait-ce que sous forme, par exemple, d'actions de sensibilisation. On lit, en effet, page 9, col. 1 : "*Les nouvelles théories de la croissance (endogène) insistent sur le fait que c'est le développement des connaissances... qui constitue le moteur de la croissance durable plutôt que l'accumulation pure et simple de capitaux.*"

Où, et alors? a-t-on envie de dire... Il est vrai que, là plus encore, le débat se situe à un plan autre que celui de l'innovation.



Gérer l'intelligence ; un projet à la fois économique, social, humaniste, auquel il faut donner vie.

Un projet nouveau pour des hommes politiques qui en paraissent aujourd'hui dépourvus. Enfermés qu'ils sont dans des représentations du passé, assujettis aux pesanteurs de l'histoire, leur démarche essoufflée relève d'un acharnement thérapeutique qui les empêche de consacrer des efforts courageux à créer les conditions d'une harmonie économique et sociale renouvelée, largement fondée sur la valorisation, créatrice de richesses, des potentiels d'intelligences, dans le respect, bien entendu, des préoccupations justifiées de rentabilité des capitaux investis et de sauvegarde des acquis sociaux les plus essentiels.

Il ne s'agit pas de fermer totalement le livre du passé mais d'ouvrir une nouvelle page qui invente une nouvelle logique du développement.

Pour nous, Européens, cela signifie reconnaître explicitement que le fondement de notre prospérité est notre capital de connaissances – que tous ensemble nous rassemblons et renouvelons sans cesse – associé à notre capacité à le mobiliser en exploitant *le plus largement possible la richesse de nos diversités culturelles.*

C'est là l'essentiel, bien plus encore que de bâtir une Europe monétaire qui ne saurait constituer une fin en soi contrairement à ce que tout le laisserait croire aujourd'hui.

Sommes-nous encore capables, avons-nous le courage, d'entreprendre cette rénovation de *notre pensée politique, économique et sociale* pour la mieux adapter aux réalités qui sont déjà les nôtres aujourd'hui, sûrement à celles que, demain, vivront nos descendants à qui nous avons à rendre des comptes?

Soyons optimistes : les utopies deviennent plus souvent qu'on ne croit des réalités. Après tout, nous avons su introduire dans la logique économique la nécessité de protéger les ressources naturelles. L'intelligence humaine n'est-elle pas une ressource naturelle qui mérite autant de considération que l'air pur, les forêts et les petits oiseaux? ■